



Communiqué de presse

Soutien aux salariés de RICOH contre la délocalisation de leurs activités

L'entreprise Ricoh dont le siège social en France se situe à Rungis Silic délocalise sous le prétexte d'une réorganisation du groupe multinational japonais. Les salariés du groupe avec leurs organisations syndicales s'opposent à cette stratégie qui vise à supprimer 328 salariés et à remettre en cause les postes de travail pour 88 autres. Tous les arguments stratégiques et économiques des dirigeants sont rejetés par les élus au comité d'entreprise, soutenu, comme mercredi 5 juin, par les personnels délogés de l'entreprise par les forces de l'ordre. En concentrant son activité administrative en Espagne pour la France, 60 % du personnel administratif est touché dont la majorité se trouve au siège.

Tous les indicateurs économiques justifient ce rejet : un chiffre d'affaire en Europe en progression de 3,2 % en 2011 et 2012, lequel représente 40 % du résultat du groupe ; un taux de marge brute supérieur de 10 % en Europe par rapport au reste du monde ; une part de marché en France de 27 %. La réorganisation de l'entreprise multinationale n'a qu'un seul objectif : augmenter les profits de l'entreprise et prendre toutes les mesures pour y parvenir y compris en sacrifiant ses salariés. Est-ce cela la philosophie de Shiro Kondo, le président de Ricoh, qui se déclare « être une entreprise citoyenne de qualité, digne de confiance et d'intérêt » ? Ricoh, comme Canon qui annonce la suppression de 350 emplois et IBM avec 580, ce sont près de 1500 emplois supprimés en France.

Toutes ces entreprises anticipent les décrets d'application qui prendront effet au 1^{er} juillet 2013 de l'accord national interprofessionnel (ANI) du Medef, voté par la majorité gouvernementale. En effet, les premières victimes de ce recul social sont les travailleurs qui sont sacrifiés pour la recherche du profit maximum avec la délocalisation – y compris au sein de l'Europe – pour des salaires plus bas et une protection sociale plus faible ou par une baisse des salaires et une augmentation de la charge et du temps de travail.

Le Parti de Gauche au sein du Front de Gauche, ses élus locaux sont aux côtés des salariés. Ils sont et seront de toutes les luttes qui permettront de faire reculer les patrons sur de tels projets inacceptables. Ils confirment, comme cela se traduirait à Ricoh France, que les femmes sont les premières touchées par les mesures de délocalisation. Ils les appellent à manifester dimanche prochain 9 juin à Paris contre l'austérité et de tels projets. Ils apportent leur soutien aux personnels de Ricoh et ils appellent à venir le leur manifester le jeudi 20 juin lors d'une manifestation syndicale au siège de Rungis Silic.

Fait à Rungis-Chevilly-Larue le 7 juin 2013

Le Parti de Gauche 94